

Ghana/Après le décès de l'ancien SG des Nations unies

Obsèques nationales pour Kofi Annan au Ghana le 13 septembre

AFP
Accra/Ghana

DES obsèques nationales seront organisées le 13 septembre au Ghana, son pays d'origine, pour l'ancien secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, décédé la semaine dernière, a annoncé vendredi le président ghanéen. Kofi Annan, qui résidait en Suisse, sera enterré dans le nouveau cimetière militaire d'Accra, la capitale du petit pays d'Afrique de l'Ouest, "l'endroit le plus approprié pour accueillir feu Kofi Annan", a déclaré le président Nana Akufo-Addo, à l'issue d'une ren-

contre avec la famille du défunt. "Kofi Annan était l'un des hommes les plus illustres de sa génération", a indiqué le président du Ghana. "C'était un grand frère pour moi. Il m'a donné beaucoup de conseils sur comment gérer des problèmes sensibles, donc c'est un tournant important dans ma vie", a déclaré, ému, M. Akufo-Addo. "Ce sera un événement majeur pour notre pays", a-t-il ajouté, soulignant qu'il attend la présence de nombreux chefs d'Etat et hauts représentants. A l'annonce de la mort de M. Annan à la veille de ses 80 ans samedi dernier, le Ghana avait déjà décrété



Photo : D.R./L'Union

une semaine de deuil national, mettant tous les drapeaux du pays en berne. M. Annan avait quitté son pays natal pour la Suisse, d'abord pour poursuivre ses études à l'université de Genève au début des années 1960, puis pour poursuivre sa carrière, longue de quatre décennies, au sein des Nations Unies. Le diplomate ghanéen s'était définitivement installé en Suisse en 2006, au terme de son second mandat de Secrétaire général.

Les obsèques de Kofi Annan auront lieu au Ghana le 13 septembre prochain.

Etats-Unis/ Affaire des ingérences russes

Donald Trump en remet une couche contre Jeff Sessions

AFP
Washington/Etats-Unis

L'ESCALADE dans la confrontation entre le président américain et son ministre de la Justice continue. Vendredi matin Donald Trump a une nouvelle fois vilipendé Jeff Sessions via Twitter. La veille, les deux hommes s'étaient déjà affrontés. Le président ne pardonne pas à son ministre de s'être récusé dans l'affaire des ingérences russes. Sur Twitter le président a directement interpellé son ministre de la Justice. Donald Trump a commencé par citer la riposte de Sessions à ses désobligeants commentaires de la veille « le département de la Justice ne sera pas indûment

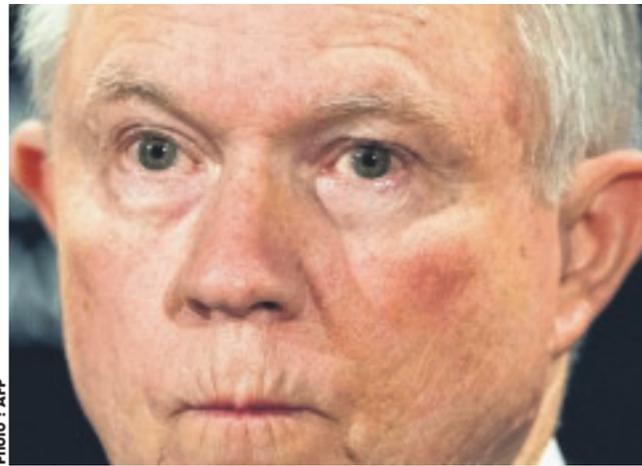


Photo : AFP

Le ministre de la Justice, Jeff Sessions, sera-t-il limogé par...

influencé par des considérations politiques » avant d'ajouter : « SUPER Jeff, c'est ce que tout le monde veut. Va donc t'occuper de toutes les affaires de corruption de l'opposition, allez Jeff, le pays attend ! ». Au congrès, les élus spéculent sur le prochain limo-

geage du ministre. Du coup, au Congrès, les élus spéculent sur le prochain limogeage du ministre. Dès jeudi, Lindsey Graham déclarait : « Si le président veut changer de ministre de la Justice et choisir quelqu'un en qui il a confiance, c'est son droit



Photo : AFP

... le président Donald Trump ?

le plus strict ». Or il s'agit d'un sénateur républicain qui se disait à 100% derrière Jeff Sessions. Il a même déclaré l'été dernier que son limogeage serait une catastrophe sur le plan politique. Certains sénateurs républicains se rebiffent. C'est

le cas de Benjamin Sasse, élu du Nebraska. « Il y a des gens dans cette enceinte qui disent : "le ministre de la Justice va être limogé, il devrait être viré", je ne sais pas comment interpréter ces commentaires mais pour ma part, en tant que membre

de la commission des affaires juridiques, je trouve ça vraiment difficile d'envisager de voter pour confirmer la nomination d'un successeur de Jeff Sessions s'il est limogé parce qu'il fait son travail plutôt que de choisir d'agir de manière partisane », explique-t-il. La question du vote de confirmation d'un éventuel successeur de Jeff Sessions est cruciale. Tant que les sénateurs ne parviennent pas à un consensus, ce serait l'actuel numéro deux du département de la justice qui remplacerait le ministre s'il était déchu. Or, il s'agit de Rod Rosenstein, qui dirige actuellement l'enquête du procureur Mueller. Pas sûr que Donald Trump souhaite prendre ce risque.

Yémen/Conflit

Au moins 22 enfants tués par une frappe de la coalition

AFP
New York/Etats-Unis

AU moins 22 enfants et quatre femmes ont été tués vendredi lors d'une frappe de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite alors qu'ils fuyaient les zones de combat au Yémen, a annoncé vendredi un responsable de l'ONU, condamnant les attaques contre des civils. Quatre autres enfants ont également été tués jeudi lors d'une frappe aérienne séparée dans cette même région d'Al-Douraihimi, au sud de la ville de Hodeida tenue par les rebelles, a également indiqué le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock.

"C'est la deuxième fois en deux semaines qu'une frappe aérienne de la coalition menée par l'Arabie saoudite a entraîné la mort de dizaines de victimes civiles", a-t-il dénoncé dans un communiqué. Le 9 août dernier, un raid aérien, déjà attribué à cette coalition militaire, avait tué au moins 40 enfants dans le nord du Yémen, poussant le secrétaire général de l'ONU à appeler à une enquête indépendante. "Je répète le récent communiqué du secrétaire général sur le Yémen, condamnant de telles attaques contre des civils et appelant à une enquête rapide, impartial et indépendante", a précisé Mark Lowcock, appelant les parties au conflit à faire tout leur possible pour proté-



Photo : AFP

22 enfants ont été tués vendredi au Yémen lors d'une frappe de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite.

ger les civils. La coalition menée par l'Arabie saoudite avait annoncé lancer une enquête sur l'attaque contre le bus qui avait déclenché une

volée de condamnations internationales mais les organisations des droits de l'homme en doutent. L'agence de presse rebelle Saba a indiqué que le raid

aérien de jeudi avait touché un bus et une maison mais les Emirats arabes unis, acteur clé de la coalition, accusent les rebelles Houthis d'être derrière

cette attaque. "J'avais espéré que l'indignation qui avait suivi l'attaque de Saada au Yémen il y a deux semaines aurait été un tournant majeur dans le conflit. Les informations de jeudi sur les attaques à Al-Douraihimi, tuant 26 enfants, indiquent que ça ne l'était pas", a déploré Henrietta Fore, directrice de l'Unicef, agence onusienne chargée de la protection de l'enfance. La guerre au Yémen a fait quelque 10.000 morts depuis l'intervention de la coalition sous commandement saoudien en mars 2015 contre les rebelles Houthis et elle a provoqué "la pire crise humanitaire" au monde, selon l'ONU.